



(Haute-Saône). PHOTOS LUCAS BARIOULET. DÉSERTS FRANÇAIS. GRANDE COMMANDE PHOTOJOURNALISME

«En finir avec les discours de la fracture»

Xavier Desjardins
professeur à la Sorbonne Université,
directeur d'études à la coopérative Acadie

Les discours sur la fracture territoriale sont légion. Géographes, sociologues et autres savants mettent en garde contre leur caractère réducteur ou trompeur. En effet, l'opposition entre «des métropoles et les autres», succédané contemporain du «Paris et le désert français», est affreusement caricaturale. Les campagnes sont d'une diversité stupéfiante en matière d'attractivité ou de qualité de vie. Les métropoles (qui, hors Paris, sont d'aimables villes moyennes à l'échelle mondiale) ne sont que de faibles – voire très faibles – aspirateurs de la croissance démographique ou économique. Alors, pourquoi parler de fracture ?

Toute la difficulté est que trois types de discours sur la fracture coexistent et sont parfois difficiles à démêler. Le premier type de discours est le plus évident : c'est le discours réac-

tionnaire qui stigmatise la ville comme le lieu d'amollissement des vertus et d'un cosmopolitisme dangereux. L'écologie lui redonne des atours qui séduisent. Les infrastructures techniques qui permettent à ces concentrations humaines de fonctionner construisent un monde «barbare» qui éloigne les humains d'une nature mythifiée. A défaut de pouvoir détruire la ville, certains rêvent d'une «ville de villages», où tout se trouve à un quart d'heure... Le second type de discours est moins net, car usant souvent de détours : c'est le discours des groupes de pression. En raison de l'importance des transferts monétaires publics, beaucoup d'acteurs locaux militent pour que leur situation particulière justifie un surcroît de dépenses publiques au nom de l'éloignement, de la topographie, des dynamiques démographiques, de la taille de la ville, etc. Associations d'élus locaux et autres acteurs territo-



riaux participent à un concours de plaintes. Celui-ci n'est pas sans résultats : en France, les territoires qui font l'objet d'un zonage spécifique au nom de la ruralité, de la montagne, des quartiers populaires, du littoral, etc. sont tels que presque seuls les arrondissements qui bordent les ministères en sont dépourvus ! En Espagne, des partis politiques (comme Teruel Existe) n'ont d'autres programmes que de réclamer un meilleur traitement dans le partage de la dépense publique !

Le troisième type de discours est d'une autre nature. Il vise à exiger une plus grande capacité d'agir dans le tissu de relations qui lient les territoires entre eux. Si la transition écologique invite à protéger davantage de lieux, voire à créer des «lieux de nature» comme une forêt primaire, comment repenser les solidarités entre les territoires pour que certains ne soient pas seulement des lieux de compensation ? Comment faire en sorte que les espaces de production d'énergie renouvelable ou d'une agriculture respectueuse des limites planétaires en tirent des revenus directs, mais aussi de nouvelles capacités d'agir par des compétences professionnelles et une maîtrise sur le devenir des filières ? Comme les grandes villes sont les principaux lieux d'accumulation du capital, de nombreux discours dénoncent la place de la métropole, non par peur d'une ville vampirante, mais pour exiger, de manière métaphorique, d'autres types de relations économiques et politiques entre les territoires. Toute la difficulté est qu'une même figure rhétorique – l'opposition entre les métropoles et les autres – rassemble des options diverses et contradictoires. La géographie ne doit pas masquer la politique !

«Pour une approche sans misérabilisme, ni enchantement»

Hélène Reigner
directrice de l'Institut
d'urbanisme
et d'aménagement
régional d'Aix-
Marseille Université

La fracture territoriale entre la France des villes et celle des champs a fortement structuré le débat

public ces dernières années. Il s'est dit que rien n'allait plus dans la France des champs, en déclin, oubliée par l'Etat et la République. Et puis, sous l'effet de la crise sanitaire, les campagnes seraient devenues un eldorado pour les habitants des villes...

La recherche en sciences humaines et sociales montre que ces grilles de lecture binaires sont inexactes et qu'elles ne peuvent donc fournir des leviers pertinents pour l'action publique. Ces recherches invi-

tent à se défaire des représentations dominantes dont font l'objet les petites villes et les campagnes quant à leur attractivité, représentations qui oscillent entre le misérabilisme du déclin et l'enchantement du nouvel eldorado rural. Prendre au sérieux l'hyperdiversité des petites villes n'est pas anodin. Cela revient à dire, qu'il est illusoire de se réfugier derrière une

confortable standardisation de modèles et de s'aligner sur de supposées «bonnes» recettes de l'action.

En la matière, les standards dominants et indicateurs de l'attracti-

tivité territoriale posent question. D'une part, ils sont source d'inertie dans les territoires considérés comme en déclin. En effet, l'horizon de l'action dans ces territoires reste encore bien souvent de retrouver de la croissance par l'attractivité. Pourtant, des projets centrés sur l'économie fonda-

mentale (alimentation, santé, éducation) émergent sur le foncier abondant et bon marché des petites villes, peut-être à l'avant-garde de la sobriété structurelle et de la post-croissance. D'autre part, ces mêmes standards de l'attractivité génèrent des surchauffes dans les campagnes prisées (littorales, périurbaines et méga-périurbaines). Marchés de l'habitat tendus, surfréquentations touristiques, conflits dans l'affectation des sols et l'accès aux ressources (eau, énergie) : d'ores et déjà des restrictions d'accès via des quotas et des mécanismes de régulation par les prix sont à l'œuvre. Le risque d'intensifier le creusement des inégalités sociales et environnementales, qui se superposent souvent, est réel. L'enchantement ruraliste en prend un coup.

La recherche révèle que des ressources, qui comptent et qu'on ne compte pas (encore), différenciées selon les territoires, existent sur lesquelles il pourrait être judicieux de re-

penser les ressorts des fondements de l'attractivité territoriale : seniors et autres «non-actifs» qui portent la vie associative, source d'eau ne nécessitant pas de traitement, biodiversité nécessaire à la vie des écosystèmes non humains et humains. En caractérisant la diversité de ces ressources, en invitant à s'émanciper des dogmes de l'attractivité au profit de la notion d'hospitalité, le programme Popsu Territoires (avec ses trente-quatre projets de recherche et études de cas, et seize à venir) cherche à ouvrir l'espace des possibles des transitions dans les petites villes et les campagnes. Le projet est ambitieux car beaucoup reste à imaginer. Il est modeste, aussi, car sans surplomb, avec beaucoup de respect pour toutes celles et ceux, qui, sur le terrain, s'aventurent à expérimenter des alternatives écologiquement, socialement et démocratiquement soutenables. ◆

